ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 26 mai 1961, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif à l'épuration civique", a donné le 31 mai 1961 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e mei 1961 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de epuratie inzake burgertrouw", heeft de 31e mei 1961 het volgend advies gegeven :

Observations générales.

L'article 1er du projet attache à certaines condamnations la privation de certains droits.

L'article 10 de la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales signée à Rome le 4 novembre 1950 et approuvée par la loi belge du 13 mai 1955, après avoir consacré dans son alinéa 1er le principe du droit à la liberté d'expression, dispose cependant que l'exercice de ces libertés peut être soumis à des restrictions par le législateur lorsqu'elles constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé et de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire.

Le projet atténue la rigueur des textes existants et invite par conséquent le législateur à constater que, dans l'état actuel, certaines restrictions à la liberté d'expression ont cessé d'être nécessaires. C'est au législateur belge qu'appartient aussi l'appréciation de l'opportunité du maintien des restrictions que le projet conserve et de leur caractère de nécessité par rapport aux fins reprises

.../...

dans l'article 10, alinéa 2, de la Convention. La Cour de Cassation de Belgique s'est d'ailleurs prononcé en ce sens (arrêt du 26 novembre 1925, Pas.1926, I, p. 77).

Sur le plan constitutionnel , en ce qui concerne les droits politiques et les droits qui touchent au libre exercice des professions, aucun problème ne se pose . En effet, ni les droits politiques, ni la liberté du commerce et de l'industrie ne figurent au nombre des droits que la Constitution entoure de garanties particulières. En revanche, la question de la constitutionnalité doit être examinée en ce qui concerne les droits qui procèdent de la liberté d'opinion : telles que la liberté de la presse, la liberté du culte, la liberté de l'enseignement.

On a soutenu que les libertés individuelles ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure préventive, mais seulement d'une répression par les tribunaux des délits commis à l'occasion de leur exercice. Or, les déchéances permanentes de droits ne seraient selon cette thèse que des mesures préventives. Elles n'interviendraient pas à l'occasion d'un usage de la liberté constitutif d'une infraction, mais elles auraient pour effet d'empêcher l'usage, même inoffensif, de ces libertés en le réservant aux seuls citoyens que le pouvoir présume dignes de ce privilège. Dès lors, les différentes dispositions rappelées ci-dessus, - lettres c, d, e, f, g, i, j, du § 1er du projet - seraient contraires à la Constitution.

.../...

Toutefois, les dispositions reprises sous la lettre c ne seraient inconciliables avec l'article 17 de la Constitution que dans la mesure où elles étendraient la déchéance au personnel des établissements d'enseignement privé non subsidiés. Quant à la déchéance du droit d'être rémunéré par l'Etat en qualité de ministre du culte, elle se heurterait de surcroît à l'obligation déduite de l'article 117 de la Constitution, qui oblige l'Etat à prendre à sa charge les traitements et pensions des ministres du culte, tandis que l'article 16 interdit à l'Etat toute intervention dans la nomination de ceux-ci. La liberté du choix cesserait d'être respectée lorsque l'Etat s'arroge le droit de déterminer les conditions de morale ou de civisme que doivent remplir les ministres du culte pour bénéficer des droits constitutionnels inscrits dans l'article 117.

Il peut être répondu pertinemment à ces objections , tout d'abord que la Constitution a permis au législateur d'établir des peines privatives de liberté. La conséquence pratique de l'application de celles-ci est d'empêcher le condamné d'exprimer au dehors ses opinions ou se livrer publiquement à l'exercice des libertés individuelles, dans toute la mesure où ces manifestations seraient incompatibles avec les conditions de l'exécution dans l'établissement pénitentiaire de la peine légalement prononcée. Il peut être soutenu par analogie, que le condamné, qui bénéficie d'une mesure mettant fin à

sa détention avant l'expiration de la durée de la peine telle qu'elle a été fixée par les tribunaux, puisse néanmoins demeurer soumis aux conséquences accessoires de la condamnation.

L'article 8 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle a précisé d'ailleurs que la libération pourrait être soumise à certaines conditions et que les libérés conditionnels seraient placés sous surveillance : elle a ainsi consacré le principe que la cessation de la détention au sens strict n'entraînait pas le retour du condamné à une vie sociale normale dans toute l'acception du terme.

Il est donc permis au législateur d'organiser la cessation de la détention sans supprimer les atteintes apportées à l'exercice des libertés d'expression, atteintes qui auraient subsisté si le condamné avait intégralement accompli sa peine.

Dans la mesure où la déchéance peut se prolonger au delà du terme de la peine prononcée par le juge, l'assimilation légale de cette déchéance à une peine modifierait la portée des objections d'ordre constitutionnel qui ont été faites à un régime que le législateur a d'ailleurs formellement admis et maintenu selon les dispositions en vigueur.

Le bref délai dont le Conseil d'Etat a disposé pour l'étude de cet important projet ne lui a point permis de développer plus amplement l'étude des problèmes qu'il pose et des solutions constructives que ceux-ci sont susceptibles de comporter.

Analyse de l'article 1er.

Le projet dont le Conseil d'Etat vient d'être saisi,a un double objet; il tend en premier lieu à régler, pour l'avenir, la question des déchéances spéciales qui seront prononcées à charge des auteurs de crimes ou de délits commis en temps de guerre contre la sûreté extérieure de l'Etat et d'infractions aux articles 17 et 18 du Code pénal militaire. Le projet tend ensuite à régler le sort des déchéances prononcées à charge de ceux qui, entre le 26 août 1939 et le 15 juin 1949, se sont rendus coupables des crimes et délits susdits.

Dans sa rédaction nouvelle, l'article 123 sexies nouveau,§ 1er, n'attache plus la déchéance à perpétuité qu'à la peine de mort, aux travaux forcés, à la détention perpétuelle et à la détention extraordinaire (articles 12 et 16 du Code pénal).

Les droits prévus sous les lettres a,b,c et d, du texte en projet sont, à l'exception des droits de vote et d'élection qui figurent dans le texte en vigueur sous la lettre a, les mêmes que ceux qui sont énumérés à l'article 123 sexies actuel. Il en est ainsi encore pour les droits repris sous les lettres e, f et g, avec cette différence que les intéressés ne seront déchus des droits qui y sont mentionnés que dans la mesure où l'exercice de ces droits aurait un caractère politique.

.../...

Aux termes des §§ 2 et 3, les déchéances pourront être prononcées pour une durée variant entre dix ou vingt ans , à charge de ceux qui ont encouru une condamnation à la réclusion (article 13 du Code pénal) ou à la détention ordinaire (article 16 du Code pénal), et pour une durée de cinq à dix ans en cas de condamnation correctionnelle.

Le § 4 précise que la durée des déchéances ne courra que du jour où le condamné a subi ou prescrit sa peine, et que la déchéance produit ses effets à compter du jour où la condamnation contradictoire ou par défaut sera devenue irrévocable.

Le § 5 règle la procédure à suivre par les intéressés en vue de recouvrer certains des droits dont ils ont été privés.

Le § 6 règle dans le temps les effets de la durée des déchéances.

Le § 7 concerne les droits de vote et d'élection; il précise que les articles 6 et 7 du Code électoral sont applicables du chef des infractions visées à l'article 123 sexies.

Observations relatives à l'article 1er.

I. Dans le système actuel des articles 123 sexies et 123 septies, les déchéances prévues au premier de ces articles sont encourues de plein droit lorsqu'il s'agit d'une condamnation criminelle de plus de cinq ans; elles sont facultatives dans les

autres cas. Il en résulte que dans les cas prévus à l'article 123 sexies, les déchéances ne doivent pas être prononcées, alors que dans les cas d'application de l'article 123 septies, elles doivent être prononcées par le juge.

Selon l'article 123 sexies, § 1er, nouveau, le juge aura désormais l'obligation de prononcer les déchéances bien que celles-ci soient obligatoirement encourues. L'exposé des motifs ne contient pas la justification de cette modification.

\+

\+ \+

II. En vertu de l'article 123 sexies actuel, repris sur ce point par le projet, les déchéances sont encourues à la suite de certaines condamnations pour des infractions prévues soit au Code pénal, soit au Code pénal militaire. Il ne s'indiquait pas que certaines conséquences de condamnations prononcées en vertu d'une loi spéciale, le Code pénal militaire, fussent énoncées dans une disposition du Code pénal, qui n'est, en principe, relative qu'aux infractions prévues dans le chapitre où elle figure. En effet, seules les dispositions du livre Ier du Code pénal ont une portée générale.

En conséquence, il serait préférable que la mention des articles 17 et 18 du Code pénal militaire soit omise dans l'article 123sexies en projet et qu'elle soit remplacée par une disposition nouvelle à insérer dans le Code pénal militaire, par exemple sous forme d'un article 18bis qui rendrait l'article 123sexies du Code pénal applicable dans le cas de condamnation du chef d'infraction aux articles 17 et 18.

D'autre part, dans le système du projet, la peine de la détention n'entraîne obligatoirement les déchéances prévues par l'article 123sexies que s'il s'agit de la détention perpétuelle ou de la détention extraordinaire laquelle, en vertu de l'article 16 du Code pénal, a toujours une durée de quinze à vingt ans. Dans ces conditions, la mention de l'article 18 du Code pénal militaire, qui ne prévoit qu'une détention de dix à quinze ans, ne se conçoit pas.

III. La mention dans l'article 123sexies, des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal, entraîne des conséquences contradictoires. En effet, l'interdiction de certains droits, prévue à l'article 31, est une peine accessoire qui, selon les cas, doit (article 31) ou peut (articles 32 et 33) être prononcée par le juge en même temps qu'il prononce une peine principale.

.../...

Au contraire, les déchéances prévues par l'article 123sexies sont des mesures qui sont la conséquence de certaines condamnations, mais ne sont pas des peines. Il en résulte que, lorsque la peine principale entraîne à la fois l'application de l'article 31 et celle de l'article 123sexies, la privation des droits énumérés audit article 31 constitue en même temps une peine et une mesure qui n'est point tenue pour telle. En tant que peine,elle peut être remise par la voie de la grâce. En tant que mesure de sûreté,cette voie ne lui est pas ouverte. Ce système manque de cohérence.

Pour mettre fin à ce régime, deux méthodes sont possibles:

L'on pourrait donner à la privation des droits prévus à l'article 31, le caractère d'une peine; dans cette hypothèse, le a de l'article 123sexies en projet devrait être supprimé et la mention de la détention à perpétuité et de la détention extraordinaire pourrait être introduite dans l'article 31. Cette modification de l'article 31 entraînerait celle de l'article 32 du Code pénal. De telles modifications dépasseraient évidemment la portée du projet parce qu'elles affecteraient toutes les condamnations à la détention à perpétuité et à la détention extraordinaire, quelle que soit l'infraction commise.

.../...

Inversement, l'on pourrait exclure du champ d'application de l'article 31, les déchéances des droits énumérés à cet article, lorsque la condamnation est prononcée pour des infractions prévues à l'article 123sexies. Dans ce cas, ces déchéances en vertu de l'article 123sexies seraient toujours des mesures d'ordre civil ou politique, sans jamais revêtir le caractère de peine, dès lors que l'infraction réprimée est de celles que prévoit cet article. Dans ce système, l'article 31 du Code pénal devrait être modifié par l'insertion d'une réserve quant à l'application de l'article 123sexies. En outre, le Code pénal militaire devrait être complété afin d'y prévoir l'application de l'article 123sexies en cas de condamnation sur base non seulement des articles 17 et 18, mais également des articles 15 et 16.

IV. L'article 123sexies, a, actuel déchoit à perpétuité et de plein droit des droits de vote et d'élection tout condamné à une peine supérieure à cinq années.

D'autre part, l'article 6 du Code électoral dispose que "sont définitivement exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote ... ceux qui ont été condamnés à une peine criminelle". L'article 7, 2°, prévoit que sont frappés de la suspension des droits électoraux et ne peuvent être admis au vote pendant la durée de l'incapacité, ceux qui ont été condamnés

.../...

à une peine d'emprisonnement de huit jours au moins du chef de ... l'une des infractions prévues ... au chapitre II du titre Ier du livre II du Code pénal (des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat).

Ainsi que la Cour de cassation l'a constaté dans ses arrêts des 4 et 11 juillet 1949, cet article 7, 2°, a été abrogé en ce qui concerne les condamnations correctionnelles pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat par l'article 10 de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945, article actuellement remplacé par l'article 5 de la loi du 29 février 1952. Il en résulte que, par application de la disposition actuelle de l'article 123sexies, a, la déchéance du droit de vote et d'élection n'a lieu de plein droit qu'à charge du condamné "à une peine criminelle dépassant une privation de liberté de cinq ans".

Par application de cet article, les condamnés à une peine inférieure à cinq ans ne sont pas de plein droit frappés de cette déchéance; ils pourraient aussi ne point l'encourir puisque l'article 123septies confère aux cours et tribunaux la simple faculté "de déchoir" de tout ou partie des droits énoncés à l'article 123sexies les condamnés à une peine correctionnelle ou à une peine criminelle dont la durée ne dépasse pas cinq ans. Le projet entend remédier à cette restriction illogique en omettant à l'article 123sexies, a, parmi les déchéances, la déchéance du droit de vote et d'élection, et en prévoyant que les articles 6 et 7 du Code électoral sont désormais applicables aux condamnés du chef des infractions prévues à cet article.

.../...

V. Le § 5 énonce la possibilité pour les condamnés d'être relevés de certaines des déchéances qu'ils auront encourues et règle la procédure qui sera utilisée:

1° Les alinéas 1er et 2 pourraient être fusionnés et rédigés comme suit :

"Le condamné frappé par application des §§ 1er, 2 ou 3, peut demander à être relevé des déchéances prévues au § 1er, e à i, lorsqu'il n'est pas détenu en exécution de la condamnation qui les a entraînées, si depuis le jour où la déchéance a pris cours, il s'est écoulé une période de vingt, de dix ou de cinq ans, selon que la déchéance a été encourue par application du § 1er, du § 2 ou du § 3".

Il faut observer que l'expression "le jour où la déchéance a pris cours" est ambiguë. Est-ce le jour où la condamnation est devenue irrévocable ou le jour où la peine a été exécutée ou prescrite ?

2° A l'alinéa 4, le texte porte "tribunal de première instance", qui est l'expression correcte. Aux alinéas 5 et 6, il emploie la dénomination de "tribunal civil" qui est reprise de la loi du 14 juin 1948, modifiée par la loi du 29 février 1952, mais qui n'est pas la dénomination exacte. Le projet veut-il faire allusion à une "chambre civile du tribunal de première instance, siégeant en chambre du conseil" ? Le texte devrait le préciser.

.../...

Aux termes de l'alinéa 5, l'intéressé comparaît en chambre du conseil; suivant la phrase finale de l'alinéa 7, "la procédure se poursuit à l'audience comme en matière correctionnelle".

On peut se demander quelle partie de la procédure se déroulera en chambre du conseil et quels sont les points qui seraient examinés en audience publique.

Le texte devrait être précisé à cet égard.

D'autre part, les deux dernières phrases de l'alinéa 7, qui semblent être communes aux procédures contradictoires et par défaut, devraient former un alinéa séparé.

Enfin, ne faut-il pas, le cas échéant, prévoir que le jugement à intervenir ne sera pas susceptible non seulement d'appel, mais encore d'opposition ?

VI. Le § 6 énonce deux ordres de dispositions :

1° si l'intéressé est relevé des déchéances qu'il a encourues, cette restitution n'a d'effet que pour l'avenir;

2° la restitution des droits dont le condamné avait été déchu ne constitue pas le retour au "statu quo ante". La rédaction de ce paragraphe est incorrecte; ce ne sont pas "les dispositions prévues par les paragraphes précédents" qui font cesser

.../...

les effets des déchéances encourues, mais bien le fait que le condamné en aura été relevé, conformément au § 5; parmi les droits dont les condamnés ont été déchus et qu'ils peuvent recouvrer, c'est-à-dire les droits énumérés sous e à i, ne figurent pas les titres, grades, fonctions, emplois ou offices publics, ni la qualité d'avocat, d'avocat honoraire ou d'avocat stagiaire.

Le Conseil d'Etat propose pour le § 6 la rédaction suivante :

"§ 6. La restitution des droits dont le condamné avait été déchu par application du présent article n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne lui rend pas les fonctions ou emplois dont il avait été privé et ne le rétablit pas dans la profession dont il a été exclu".

Observations de forme et de concordance en ce qui concerne l'article 1er.

1° Il est de mauvaise technique législative de remplacer deux articles d'une loi ou d'un Code par un seul article nouveau. Mieux vaut remplacer le premier de ces articles et abroger le second.

Le Conseil d'Etat estime que l'article 1er du projet devrait être remplacé par trois articles : le premier, remplaçant l'article 123 sexies du Code pénal; le second, abrogeant l'article 123 septies et apportant à l'article 123 nonies les modifications que postule cette abrogation; le troisième concernant la modification à apporter au Code pénal militaire.

2° L'article 123 sexies en projet doit être divisé en "§" et non en "par" et l'énumération contenue dans le § 1er doit se faire par 1°, 2°, 3°, etc ... et non par a,b,c, etc ...

.../...

3° Au début de l'article 123 sexies nouveau, la référence au chapitre II du livre Ier du Code pénal est inexacte; il faut lire : "Chapitre II du titre Ier du livre II du Code pénal".

4° Le § 7 actuel relatif aux articles 6 et 7 du Code électoral trouverait mieux sa place entre les §§ 4 et 5; il faut en outre préciser qu'il s'agit de l'article 7, 2°, du Code électoral.

Observations relatives à l'article 2 du projet.

L'article 2 du projet concerne les déchéances des droits civils et politiques encourues pour des faits commis entre le 26 août 1939 et le 15 juin 1949.

La loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, modifiée par la loi du 29 février 1952, reste applicable sous les réserves suivantes :

Aux termes du § 1er, il est mis fin :

a) aux déchéances encourues de plein droit, en vertu de l'article 1er de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945;

b) aux déchéances qui frappent des personnes qui, tout en n'ayant pas fait l'objet d'une condamnation entraînant l'interdiction des droits prévus à l'article 123 sexies, furent inscrites sur des listes dressées par les auditeurs militaires (article 4 de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945; article 4 de la loi du 14 juin 1948);

.../...

c) aux déchéances frappant des personnes prévenues d'une infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat, qui, tout en ayant bénéficié d'un acquittement, ont, par application de l'article 7 de l'arrêté-loi de 1945 ou de l'article 7 de la loi de 1948, été déchues de certains droits.

Les §§ 2, 3, 4 et 5 règlent la levée des déchéances encourues à la suite des condamnations prononcées du chef des infractions prévues par l'article 123 sexies.

Il est mis fin à ces déchéances :

a) de plein droit, lorsque la peine d'emprisonnement ne dépasse pas trois ans;

b) par arrêté du Ministre de la Justice, sur requête des intéressés, lorsque la peine encourue est de trois à dix ans;

c) par une décision du tribunal :

1. lorsque la peine est de dix à vingt ans et lorsque le requérant n'est pas détenu, ou si, depuis le jour où la déchéance a pris cours, il s'est écoulé un délai de cinq ans;

2. lorsque la peine dépasse vingt ans, que le requérant n'est pas détenu ou si un délai de vingt ans s'est écoulé depuis le moment où la déchéance a pris cours; le recouvrement ne peut être demandé que pour les droits énumérés sous e à i de l'article 123 sexies.

.../...

Aux termes du § 7, la déchéance des droits énumérés sous e, f et g. de l'article 123 sexies, n'est maintenue que pour autant que la participation à certaines activités ait un caractère politique.

Comme il a été exposé plus haut, la mention des droits énumérés à l'article 31 du Code pénal dans l'article 123 sexies actuel, confère à la privation de certains droits, à la fois un caractère de peine et un caractère de mesure non pénale. En tant que mesure non pénale, il y sera mis fin dans les conditions et selon les modalités prévues au projet. En sera-t-il de même de la privation de certains de ces mêmes droits, en tant que cette privation constitue la peine de l'interdiction prononcée en vertu des articles 31, 32 ou 33 du Code pénal ?

Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il serait utile que le texte soit précisé sur ce point, ou que l'exposé des motifs attire l'attention du Parlement sur le fait que ceux des droits dont les intéressés ont été déchus en vertu de l'article 123 sexies ou septies en même temps qu'à l'interdiction desquels ils ont été condamnés en vertu des articles 31, 32 ou 33 du Code pénal,ne leur sont pas restitués en vertu de l'article 2 du projet.

Si, au contraire, l'intention du Gouvernement est de supprimer non seulement les déchéances dont les condamnés ont été frappés en vertu des articles 123 sexies et 123 septies, mais aussi les interdictions prononcées contre eux en vertu des articles 31, 32 ou 33,il faudrait qu'après que les déchéances encourues

par application de l'article 123 sexies et septies auront été supprimées, un arrêté de grâce relatif aux peines accessoires, résultant des articles 31 à 33 du Code pénal, soit proposé au Roi.

Dans l'article 2 du projet, il est fait référence à plusieurs reprises à l'article 123 sexies du Code pénal; tantôt il s'agit de l'article 123 sexies actuel, tantôt de l'article 123 sexies futur. Les références faites à cet article doivent tenir compte de cette double hypothèse.

Au § 4, le projet dispose que la procédure relative à la demande de restitution des droits par le tribunal est celle de l'article 123 sexies, § 5.

Au § 5, le projet ne reproduit pas cette disposition.

Il faudrait, soit reproduire au § 5 la disposition qui figure au § 4, in fine, soit faire un nouveau paragraphe qui s'appliquerait aux §§ 4 et 5.

+

+ +

.../...

Observations relatives à l'intitulé du projet.

L'intitulé à donner au projet devrait mieux faire ressortir son objet et éviter de reprendre l'intitulé d'une loi existante, en l'espèce, la loi du 14 juin 1948.

En toute hypothèse le mot "relatif" doit s'accorder avec le mot "loi" et non avec le mot "projet".

Algemene opmerkingen.

Artikel 1 van het ontwerp verbindt aan bepaalde veroordelingen de beneming van bepaalde rechten.

Artikel 10 van het Vedrag tot beschermimg van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, ondertekend op 4 november 1950 te Rome, en goedgekeurd door de Belgische wet van 13 mei 1955, bepaalt, na in het eerste lid het beginsel van de vrijheid van meningsuiting te hebben gehuldigd, dat de uitoefening van deze vrijheden door de wetgever aan beperkingen kan worden onderworpen, wanneer dit maatregelen zijn "die in een democratische samenleving nodig zijn in het belang van 's lands veiligheid, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, de bescherming van de goede naam of de rechten van anderen om de verspreiding van vertrouwelijke mededelingen te voorkomen of om het gezag en de onpartijdigheid van de rechterlijke macht te waarborgen".

Door het ontwerp wordt de strengheid van de bestaande teksten verzacht en wordt de wetgever gevraagd derhalve vast te stellen, dat in de huidige stand van zaken sommige beperkingen van de vrijheid van meningsuiting niet langer noodzakelijk zijn. Ook zal de Belgische wetgever dienen te oordelen over de opportuniteit, de beperkingen die het ontwerp mog inhoudt te handhaven, en zal hij de noodzaak ervan dienen te toetsen aan de doelstellingen

.../...

van artikel 10, tweede lid, van het verdrag. Het Belgische Hof van cassatie heeft overigens in die zin beslist (arrest van 26 november 1925, Pas.1926, I, blz. 77).

Ter zake van de politieke rechten en de rechten die met de vrije uitoefening van een beroep verband houden, is er geen grondwettigheidsprobleem. De politieke rechten noch de vrijheid van handel en nijverheid komen voor onder de rechten waaraan de Grondwet bijzondere waarborgen verbindt. Een onderzoek naar de grondwettigheid is wel vereist voor de rechten die voortvloeien uit de vrijheid van mening, zoals de vrijheid van drukpers, de vrijheid van eredienst en de vrijheid van onderwijs.

Er is beweerd, dat de individuele vrijheden niet aan preventieve maatregelen kunnen worden onderworpen,maar dat er alleen sprake van kan zijn dat de rechtbanken wanbedrijven bestraffen, die bij de uitoefening van die vrijheden worden gepleegd. Permanente vervallenverklaringen van rechten zouden volgens die stelling slechts preventieve maatregelen zijn. Ze zouden niet worden opgelegd als van de vrijheid een zodanig gebruik wordt gemaakt dat er misdrijf is; zij zouden ertoe leiden,een zelfs onschuldig gebruik van die vrijheden te verhinderen, zodat de uitoefening van die vrijheden wordt weggelegd voor hen die dat voorrecht door de overheid waardig worden geacht. De hiervoren aangehaalde bepalingen - c, d, e, f, g, i, j van § 1 van het ontwerp - zouden dus in strijd zijn met de Grondwet.

.../...

De bepalingen onder c zouden echter met artikel 17 van de Grondwet alleen in zover onbestaanbaar zijn, als zij ook het personeel van niet gesubsidieerde private onderwijsinrichtingen in de vervallenverklaringen zouden betrekken. De vervallenverklaring van het recht, als bedienaar van de eredienst door de Staat te worden bezoldigd, zou van haar kant bovendien in strijd komen met de uit artikel 117 van de Grondwet voor de Staat afgeleide verplichting, de wedden en pensioenen van bedienaars van de eredienst te dragen, terwijl artikel 16 de Staat iedere bemoeiing in de benoeming van die bedienaars ontzegt. De vrije keuze zou niet langer gewaarborgd zijn als de Staat zich het recht toeëigende, te bepalen aan welke voorwaarden inzake zedelijk gedrag en burgertrouw de bedienaars van de eredienst moeten voldoen, willen zij de in artikel 117 van de Grondwet neergelegde rechten kunnen genieten.

Allereerst kan op goede gronden tegen die bezwaren worden aangevoerd, dat de Grondwet de wetgever heeft toegestaan, vrijheidsstraffen te stellen. Praktisch brengt de toepassing van zulke straffen mede, dat een veroordeelde zijn opinies niet meer naar buiten uit te kennen mag geven en de individuele vrijheden niet meer in het openbaar mag beoefenen, in de volle mate waarin zulke uiting of beoefening onverenigbaar zou zijn met de voorwaarden waaronder de wettelijk opgelegde straf in de strafinrichting ten uitvoer wordt gelegd. Bij analogie kan worden betoogd, dat de veroordeelde die het voordeel geniet van een maatregel waarbij aan zijn hechtenis een einde wordt gemaakt vóór het verstrijken van de straftijd zoals de rechtbank die heeft bepaald, niettemin de bij de veroordeling komende gevolgen zou moeten blijven dragen.

.../...

Artikel 8 van de wet van 31 mei 1888 tot invoering van de voorwaardelijke invrijheidstelling heeft trouwens duidelijk bepaald, dat aan de invrijheidstelling voorwaarden konden worden verbonden en dat voorwaardelijk in vrijheid gestelden onder toezicht zouden worden geplaatst : daarmede heeft zij het beginsel gehuldigd, dat het einde van de eigenlijke hechtenis voor de veroordeelde niet betekent dat hij terugkeert tot een normaal leven in de maatschappij in de volle betekenis van het woord.

De wetgever mag dus het einde van de hechtenis regelen zonder de beperkingen op de uitoefening van de vrijheid van meningsuiting weg te nemen, die zouden zijn blijven bestaan indien de veroordeelde zijn straf volledig ondergaan had.

In zover de vervallenverklaring langer kan duren dan de door de rechter toegemeten straftijd, zou de wettelijke gelijkstelling van die vervallenverklaring met een straf de strekking wijzigen van de grondwettigheidsbezwaren die werden aangevoerd tegen een regeling, welke de wetgever overigens stellig heeft aanvaard en overeenkomstig de geldende bepalingen in stand heeft gehouden.

In de korte tijd waarover de Raad van State voor het onderzoek van dit belangrijk ontwerp heeft beschikt, is het hem niet mogelijk geweest een grondiger studie te wijden aan de problemen die het stelt en aan mogelijke constructieve oplossingen.

.../...

Ontleding van artikel 1.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp heeft een tweeledig doel : in de eerste plaats voor de toekomst voorzieningen te treffen ter zake van de bijzondere vervallonverklaringen welke zullen worden uitgesproken ten laste van hen die in oorlogstijd misdaden of wanbedrijven tegen de veiligheid van de Staat hebben gepleegd of die de artikelen 17 of 18 van het Militair Strafwetboek hebben overtreden ; in de tweede plaats een regeling te treffen ter zake de vervallenverklaringen, welke zijn uitgesproken ten laste van hen die zich tussen 26 augustus 1939 en 15 juni 1949 aan de hiervoren genoemde misdaden of wanbedrijven schuldig hebben gemaakt.

De nieuwe tekst van artikel 123sexies, § 1, verbindt de levenslange vervallenverklaring alleen nog aan de doodstraf, aan dwangarbeid, aan levenslange hechtenis en aan buitengewone hechtenis (de artikelen 12 en 16 van het Strafwetboek).

De rechten genoemd onder a, b, c en d van de ontwerptekst zijn die van het huidige artikel 123sexies met uitzondering van het recht om te stemmen en het recht om te kiezen , die in de thans geldende tekst onder a zijn vermeld. Dit is ook het geval voor de rechten vermeld onder e, f en g, met dit verschil dat de betrokkenen daarvan slechts vervallen worden verklaard voor zover de uitoefening ervan een politiek karakter heeft.

.../...

Luidens de paragrafen 2 en 3 zullen de vervallenverklaringen kunnen worden uitgesproken voor een duur die schommelt tussen tien en twintig jaar tegen hen die tot opsluiting (artikel 13 van het Strafwetboek) of tot de gewone hechtenis (artikel 16 van het Strafwetboek) zijn veroordeeld, en voor een duur van vijf tot tien jaar in geval van correctionele veroordeling.

Paragraaf 4 bepaalt, dat de vervallenverklaring eerst ingaat de dag dat de veroordeelde zijn straf heeft ondergaan of dat deze straf verjaard is, en dat zij gevolgen heeft met ingang van de dag waarop de op tegenspraak of bij verstek uitgesproken veroordeling onherroepelijk is geworden.

Paragraaf 5 regelt de procedure die de betrokkenen moeten volgen, willen zij bepaalde ontnomen rechten herkrijgen.

Paragraaf 6 regelt in de tijd de gevolgen van de duur der vervallenverklaringen.

Paragraaf 7 betreft het recht om te stemmen en het recht om te kiezen ; het zegt met name dat de artikelen 6 en 7 van het Kieswetboek toepassing vinden op de in artikel 123 sexies genoemde misdrijven.

.../...

Opmerkingen bij artikel 1.

I. In het huidige systeem van de artikelen 123sexies en 123septies ontstaan de in het eerste artikel bepaalde vervallenverklaringen van rechtswege bij veroordeling tot een criminele straf van meer dan vijf jaar; in de overige gevallen zijn zij facultatief . In de gevallen bedoeld onder artikel 123sexies hoeft de vervallenverklaring dus niet te worden uitgesproken ;in de gevallen bedoeld onder artikel 123septies moet de rechter ze uitspreken.

Volgens het nieuwe artikel 123sexies, § 1, zal de rechter voortaan zelfs de verplicht opgelegde vervallenverklaring moeten uitspreken. De memorie van toelichting geeft voor deze wijziging geen verklaring op.

\+

\+ \+

II. Krachtens het huidige artikel 123sexies, dat op dit punt door het ontwerp wordt gevolgd, wordt de vervallenverklaring opgelegd ten gevolge van bepaalde veroordelingen wegens misdrijven die hetzij in het Strafwetboek, hetzij in het Militair Strafwetboek zijn omschreven. Het was niet geraden bepaalde gevolgen van veroordelingen die krachtens een bijzondere wet, namelijk het Militair Strafwetboek, zijn uitgesproken, op te nemen in een bepaling van het Strafwetboek die in beginsel alleen slaat op misdrijven als omschreven in het hoofdstuk waarin die bepaling voorkomt. Alleen de bepalingen van boek I van het Strafwetboek immers hebben een algemene strekking.

.../...

Het zou dan ook de voorkeur verdienen, de artikelen 17 en 18 van het Militair Strafwetboek niet in het nieuwe artikel 123sexies te vermelden en in de plaats daarvan een nieuwe bepaling op te nemen in het Militair Strafwetboek, bijvoorbeeld in de vorm van een artikel 18bis, dat artikel 123sexies van het Strafwetboek toepasselijk zou verklaren in geval van veroordeling wegens overtreding van de artikelen 17 en 18.

Hechtenis anderzijds leidt in de door het ontwerp voorgestelde regeling alleen dan verplicht tot de in artikel 123sexies bepaalde vervallenverklaringen, als het een levenslange hechtenis is, dan wel een buitengewone, die dan krachtens artikel 16 van het Strafwetboek altijd voor vijftien tot twintig jaar wordt uitgesproken. Het gaat dus niet op,melding te maken van artikel 18 van het Militair Strafwetboek, dat slechts een hechtenisstraf van tien tot vijftien jaar stelt.

III. Het feit dat artikel 123sexies de in artikel 31 van het Strafwetboek genoemde rechten vermeldt, leidt tot tegenstrijdige gevolgen. De in artikel 31 bepaalde ontzetting uit sommige rechten is immers een bijkomende straf, die door de rechter moet (artikel 31) of kan (artikelen 32 en 33) worden uitgesproken samen met de hoofdstraf.

De in artikel 123sexies bepaalde vervallenverklaringen daarentegen zijn maatregelen die het gevolg van veroordelingen, maar geen straffen zijn. Wanneer dus de hoofdstraf leidt tot toepassing én van artikel 31 én van artikel 123sexies, is de beneming van de in artikel 31

.../...

genoemde rechten tegelijk een straf en een maatregel die niet wordt geacht een straf te zijn. Als straf kan zij door genadeverlening worden kwijtgescholden, als veiligheidsmaatregel kan zij dit niet. Het mangelt dit systeem aan samenhang.

Om dit te verhelpen, zijn er twee mogelijkheden :

De beneming van de in artikel 31 bepaalde rechten kan het karakter krijgen van een straf ; in dat geval dient de tekst onder a van het voorgestelde artikel 123sexies te vervallen en kan de vermelding van de levenslange en van de buitengewone hechtenis in artikel 31 worden ingevoegd. Deze wijziging van artikel 31 zou wijziging van artikel 32 van het Strafwetboek noodzakelijk maken, maar die wijzigingen zouden vanzelfsprekend buiten het bestek van het ontwerp vallen, want zij zouden gelden voor alle veroordelingen tot levenslange of buitengewone hechtenis, ongeacht het gepleegde misdrijf.

Andersom zou de vervallenverklaring van de in artikel 31 opgesomde rechten uit het toepassingsgebied van dat artikel kunnen worden geweerd, wanneer de veroordeling is uitgesproken wegens misdrijven als omschreven in artikel 123sexies. In dat geval zouden vervallenverklaringen op grond van artikel 123sexies steeds burgerlijke of politieke maatregelen zijn, zonder ooit als straffen te kunnen worden aangemerkt, als het gestrafte misdrijf eenmaal behoort

.../...

tot die welke in genoemd artikel zijn omschreven. Dit systeem veronderstelt dat artikel 31 van het Strafwetboek wordt gewijzigd, namelijk dat daar een voorbehoud betreffende de toepassing van artikel 123sexies wordt ingevoegd. Het Militair Strafwetboek van zijn kant ware dan aan te vullen met de bepaling, dat artikel 123sexies wordt toegepast bij veroordeling op grond niet alleen van de artikelen 17 en 18, maar ook van de artikelen 15 en 16.

IV. Het huidige artikel 123sexies, a, verklaart van rechtswege levengslang vervallen van het recht om te stemme en te kiezen, ieder die veroordeeld is tot een straf van meer dan vijf jaar.

Artikel 6 van het Kieswetboek van zijn kant zegt, dat "bepaald van het kiesrecht zijn uitgesloten en niet tot de stemming mogen worden toegelaten ... zij die tot een criminele straf werden veroordeeld". Artikel 7, 2°, bepaalt, dat "met kiesrechtopschorsing worden gestraft en niet tot de stemming mogen worden toegelaten zolang de onbevoegdheid duurt, zij die met een gevangenisstraf van ten minste acht dagen werden gestraft wegens een der inbreuken voorzien ... in hoofdstuk II, titel I, boek II, van het Strafwetboek" (misdaden en wanbedrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat).

.../...

Zoals het Hof van cassatie in zijn arresten van 4 en 11 juli 1949 heeft gesteld, is dit artikel 7, 2°, ter zake van correctionele veroordelingen wegens misdrijf tegen de uitwendige veiligheid van de Staat, opgeheven door artikel 10 van de besluitwet van 19 september 1945, thans vervangen door artikel 5 van de wet van 29 februari 1952. Vervallenverklaring van het recht om te stemmen en te kiezen heeft dus, bij toepassing van het huidige artikel 123sexies, van rechtswege alleen plaats ten laste van een veroordeelde "tot een criminele straf van meer dan vijf jaar vrijheidsbeneming".

Bij toepassing van dit artikel wordt die vervallenverklaring niet van rechtswege opgelegd aan hen die tot minder dan vijf jaar zijn veroordeeld ; het kan ook zijn dat zij die niet oplopen, want artikel 123septies geeft de hoven en rechtbanken alleen maar de mogelijkheid, van de onder artikel 123sexies genoemde rechten geheel of ten dele vervallen te verklaren : de veroordeelden tot een correctionele straf of tot een criminele straf van ten hoogste vijf jaar. Het ontwerp bedoelt die onlogische beperking weg te nemen door uit artikel 123sexies,a, de vervallenverklaring van het recht om te stemmen en om te kiezen te schrappen, en ook door te bepalen dat de artikelen 6 en 7 van het Kieswetboek voortaan toepassing vinden op hen die wegens de in artikel 123sexies omschreven misdrijven veroordeeld zijn.

V. Paragraaf 5 stelt, dat veroordeelden van bepaalde opgelegde vervallenverklaringen ontheven kunnen worden en regelt de daarbij te volgen procedure.

.../...

1° Het eerste en het tweede lid kunnen als volgt tot één alinea worden verwerkt :

"Degene die bij toepassing van de paragrafen 1, 2 of 3 is veroordeeld, kan vragen, van de in § 1, e tot i, genoemde vervallenverklaringen te worden ontheven indien hij zich niet in hechtenis bevindt ingevolge de tenuitvoerlegging van de veroordeling die tot de vervallenverklaringen heeft geleid, indien sedert de dag waarop de vervallenverklaring is ingegaan, een termijn van twintig, tien of vijf jaar is verstreken, naargelang ze bij toepassing van § 1, van § 2 dan wel van § 3 is opgelegd"

De formule "de dag waarop de vervallenverklaring is ingegaan" is dubbelzinnig. Is dit de dag waarop de veroordeling onherroepelijk is geworden dan wel de dag waarop de straf ten uitvoer gelegd of verjaard is ?

2° Het vierde lid gebruikt het correcte "rechtbank van eerste aanleg"; het vijfde en het zesde lid gebruiken de onnauwkeurige benaming "burgerlijke rechtbank", die ontleend is aan de wet van 14 juni 1948, gewijzigd bij de wet van 29 februari 1952. Bedoelt het ontwerp niet een "burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg, in raadkamer zitting houdend" ? De tekst moet het duidelijk zeggen.

.../...

Luidens het vijfde lid verschijnt de betrokkene voor de raadkamer en volgens de slotzin van het zevende lid wordt de "rechtspleging op de terechtzitting voortgezet zoals in correctionele zaken".

De vraag is welk gedeelte van de rechtspleging voor de raadkamer komt en welke punten in openbare terechtzitting worden behandeld.

Verduidelijking is ook hier nodig.

De laatste twee volzinnen van het zevende lid, die voor beide procedures, op tegenspraak en bij verstek, schijnen te gelden, zouden een afzonderlijke alinea moeten vormen.

Moet eventueel ook niet worden bepaald, dat het te wijzen vonnis evenmin voor verzet als voor hoger beroep vatbaar zal zijn ?

VI. Paragraaf 6 bevat twee soorten van bepalingen :

1° herstel van vervallen verklaarde rechten geldt alleen voor de toekomst;

2° herstel in de vervallen verklaarde rechten is geen terugkeer tot de "status quo ante". Deze paragraaf is niet correct gesteld : niet "de bepalingen van de vorige paragrafen" doen de gevolgen van de vervallenverklaringen ophouden, wel het feit dat de veroordeelde daarvan overeenkomstig § 5 is ontheven; onder de rechten waarvan de veroordeelden vervallen zijn verklaard en die zij kunnen herkrijgen, namelijk de rechten genoemd onder e tot i, komen niet

.../...

voor de titels of graden, de openbare ambten, bedieningen en betrekkingen, noch de hoedanigheid van advocaat, advocaat-stagiair of ereadvocaat.

Voor § 6 beveelt de Raad van State de volgende tekst aan :

"§ 6. Herstel in de rechten waarvan de veroordeelde bij toepassing van dit artikel vervallen was verklaard, heeft slechts gevolgen voor de toekomst. Het geeft hem de hem ontnomen ambten of bedieningen niet terug en plaatst hem niet opnieuw in het beroep waaruit hij was uitgesloten".

Opmerkingen over vorm en overeenstemming in artikel 1.

1° Uit een oogpunt van wetgevingstechniek is het verkeerd, twee artikelen van een wet of wetboek door één nieuw artikel te vervangen. Beter kan het eerste van die artikelen worden vervangen, het tweede opgeheven.

Naar 's Raads oordeel zou artikel 1 door drie artikelen moeten worden vervangen : een eerste tot vervanging van artikel 123sexies van het Strafwetboek; het tweede om artikel 123septies op te heffen en in artikel 123nonies de daardoor noodzakelijk geworden wijzigingen aan te brengen; het derde tot wijziging van het Militair Strafwetboek.

.../...

2° Het ontwerp-artikel 123sexies verdele men in "§" en niet in "par", zoals de Franse tekst doet; verder worde § 1 dan onderverdeeld, niet in a, b, c ... maar in 1°, 2°, 3°, enz...

3° Vooraan in het nieuwe artikel 123sexies verwijze men niet naar hoofdstuk II, boek I, van het Strafwetboek, wel naar "hoofdstuk II van titel I van boek II van het Strafwetboek".

4° De huidige § 7 betreffende de artikelen 6 en 7 van het Kieswetboek ware beter op haar plaats tussen de paragrafen 4 en 5; men precisere trouwens dat het om artikel 7, 2°, van het Kieswetboek gaat.

Opmerkingen bij artikel 2 van het ontwerp.

Artikel 2 van het ontwerp betreft vervallenverklaringen van burgerlijke en politieke rechten, die zijn opgelegd wegens feiten gepleegd tussen 26 augustus 1939 en 15 juni 1949.

De wet van 14 juni 1948 betreffende de epuratie inzake burgertrouw, gewijzigd bij de wet van 29 februari 1952, blijft van toepassing met het volgende voorbehoud :

Luidens § 1 wordt een einde gemaakt aan :

a) vervallenverklaringen van rechtswege krachtens artikel 1 van de besluitwet van 19 september 1945 ;

b) vervallenverklaringen van hen die, ofschoon niet veroordeeld met ontzetting uit de in artikel 123 sexies bepaalde rechten, ingeschreven werden op de lijsten van de krijgsauditeurs (artikel 4 van de besluitwet van 19 september 1945; artikel 4 van de wet van 14 juni 1948);

.../...

c) vervallenverklaringen van hen die beklaagd zijn van een misdrijf tegen de uitwendige veiligheid van de Staat en, ofschoon vrijgesproken, bij toepassing van artikel 7 van de besluitwet van 1945 of van artikel 7 van de wet van 1948 vervallen zijn verklaard van bepaalde rechten.

De §§ 2, 3, 4 en 5 regelen de opheffing van de vervallenverklaringen die het gevolg zijn van veroordelingen wegens in artikel 123sexies omschreven misdrijven.

Aan deze vervallenverklaringen wordt een einde gemaakt :

a) van rechtswege wanneer de gevangenisstraf drie jaar niet te boven gaat ;

b) bij besluit van de Minister van Justitie, op verzoekschrift van de betrokkenen, wanneer een straf van drie tot tien jaar is opgelegd ;

c) bij beslissing van de rechtbank :

1. wanneer de straf tien tot twintig jaar bedraagt en de verzoeker zich niet in hechtenis bevindt, of indien vijf jaren verstreken zijn sinds de dag waarop de vervallenverklaring is ingegaan ;

.../...

2. wanneer de straf twintig jaar te boven gaat en de verzoeker zich niet in hechtenis bevindt of indien twintig jaren verstreken zijn sinds de dag waarop de vervallenverklaring is ingegaan ; herkrijging mag niet worden gevraagd dan voor de rechten genoemd in artikel 123sexies, e tot i.

Luidens § 7 blijft de vervallenverklaring van de rechten, genoemd in artikel 123sexies, e, f en g, alleen gehandhaafd voor zover de deelneming aan bepaalde activiteiten een politiek karakter heeft.

Hiervoren is uiteengezet dat de beneming van sommige rechten, doordat de in artikel 31 van het Strafwetboek genoemde rechten in het huidige artikel 123sexies zijn vermeld, er uitziet als een straf en tevens als een niet-strafrechtelijke maatregel. Voor zover zij een niet-strafrechtelijke maatregel is, zal er een einde aan worden gemaakt onder de voorwaarden en volgens de regelen van het ontwerp. Zal dit ook gelden voor de beneming van sommige van diezelfde rechten voor zover deze bestaat in ontzetting krachtens de artikelen 31, 32 of 33 van het Strafwetboek ?

.../...

Bedoelt de Regering het niet zo, dan zou zij de tekst op dit punt kunnen verduidelijken of er althans in de memorie van toelichting de aandacht van het Parlement op vestigen dat artikel 2 van het ontwerp de betrokkenen niet herstelt in die rechten, waarvan zij krachtens artikel 123sexies of septies vervallen werden verklaard, en tot de ontzetting waaruit zij tevens werden veroordeeld krachtens de artikelen 31, 32 of 33 van het Strafwetboek.

Bedoelt de Regering daarentegen, niet alleen de vervallenverklaringen, aan veroordeelden opgelegd krachtens de artikelen 123sexies en 123septies, maar ook de tegen hen krachtens de artikelen 31, 32 of 33 uitgesproken ontzettingen op te heffen, dan ware na de opheffing van de bij toepassing van artikel 123sexies en septies opgelegde vervallenverklaringen een gratiebesluit aan de Koning voor te dragen, met betrekking tot de bijkomende straffen waartoe de artikelen 31 tot 33 van het Strafwetboek aanleiding hebben gegeven.

In artikel 2 van het ontwerp wordt herhaaldelijk naar artikel 123sexies van het Strafwetboek verwezen; de verwijzing slaat nu eens op het huidige, dan weer op het toekomstig artikel 123sexies. Het onderscheid zou moeten worden duidelijk gemaakt.

Paragraaf 4 van het ontwerp bepaalt, dat de rechtspleging betreffende de aanvraag tot herstel in de rechten door de rechtbank, die is van artikel 123sexies, § 5.

.../...

Paragraaf 5 van het ontwerp neemt deze bepaling niet over.

Ofwel moet in § 5 de bepaling van § 4, in fine, worden overgenomen, ofwel is een nieuwe paragraaf nodig, die op de paragrafen 4 en 5 toepassing zou vinden.

Opmerkingen over het opschrift van het ontwerp.

Het opschrift moet het doel van het ontwerp duidelijker tot uiting doen komen. Men vermijde de herhaling van het opschrift van een reeds bestaande wet, in dit geval de wet van 14 juni 1948.

Hoe dan ook moet in de Franse tekst, het woord "relatif" congrueren met "loi" en niet met "projet".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.W.VAN ASSCHE,auditeur, et par M. J. MASQUELIN, membre dirigeant du Bureau de coordination.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.W.VAN ASSCHE,auditeur, en door de H. J. MASQUELIN, leidend lid van het Coördinatiebureau.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.